



Observatoire sur les systèmes d'information les réseaux et les inforoutes au Sénégal

BATIK

Bulletin d'analyse sur les technologies de l'information et de la communication
Lettre d'information électronique mensuelle publiée par OSIRIS
l'Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal

N° 132 Juillet 2010

Sommaire

Editorial

Arrivée de Global Voice Group au Sénégal : à qui profite le crime ?

Actualités

Le titre Sonatel toujours à la baisse à la BRVM

AXA-Sénégal remet un lot de 30.000 ordinateurs au projet Usaid /Education de base

Sortie de la promotion 2007-2009 du Master TDSI

Forum national sur la gouvernance de l'Internet

Conférence de presse de la Sonatel sur la venue de Global Voice Group

Conférence de presse de l'ARTP sur la venue de Global Voice Group

Réunion des ministres de l'UEMOA en charge des télécommunications et des TIC

Le CIRDI se déclare compétent à se saisir de la requête de Millicom contre l'Etat sénégalais

Une vingtaine d'étudiants initiés aux applications mobiles

Marche de protestation des travailleurs de la Sonatel contre l'arrivée du Global Voice Group

Le titre Sonatel toujours en légère baisse à la BRVM

Politique

Le Sénat a auditionné Thierno Ousmane Sy et Karim Wade sur les licences de téléphonie

Fixation d'un seuil minimal pour les communications téléphoniques entrant au Sénégal

Infrastructures et services

Le service Gmail Sms Chat de Google désormais disponible au Sénégal

Projets

Projet de loi pour lutter contre la délocalisation des centres d'appels français

Vers la création d'une unité de recyclage des déchets informatiques et électroniques

Orange envisagerait un rapprochement avec Millicom International Cellular

Rendez-vous

3^{ème} Conférence des ministres africains en charge des TIC (3-7 août 2010, Abuja, Nigeria)

Atelier pour la promotion de la connectivité rurale (9-13 août 2010, Ghana)

2^{ème} Sommet TIC Afrique (10-12 août 2010, Cape Town, Afrique du Sud)

Conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest du FGI (25-28 août 2010, Dakar, Sénégal)

Arrivée de Global Voice Group au Sénégal : à qui profite le crime ?

Préparé sans tenir compte de l'opinion des principaux intéressés, signé le 28 mai dernier par le Président de la république, publié au Journal officiel le 12 juin 2010, le décret n° 2010-632 instituant un système de contrôle et de tarification des communications téléphoniques internationales entrant au Sénégal n'était pas encore entré en vigueur qu'il provoquait déjà un vaste tollé. En fait, cette initiative n'est pas vraiment une nouveauté puisqu'une première tentative avait été faite, dans le courant de l'année 2009, alors que l'Etat faisait face à de graves difficultés de trésorerie. Profitant de ce contexte, ceux qui régissent en coulisses le secteur des TIC et des télécommunications au Sénégal depuis maintenant plus d'une décennie avaient fait miroiter aux plus hautes autorités de l'Etat, la possibilité de collecter des dizaines de milliards de FCFA grâce à la mise en place d'un tel dispositif. L'opération avait cependant fait long feu compte tenu d'une part de l'opposition manifestée par les opérateurs de télécommunications et d'autre part des fortes réticences exprimées par l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARTP) qui estimait qu'une telle mesure allait à l'encontre de la tendance générale visant à faire baisser les tarifs de télécommunications. Gêné par la divulgation de sa position par le journal Le Populaire, l'organe de régulation, qui traversait une période difficile suite au limogeage de son directeur général emporté par l'affaire des primes liées à l'attribution de la licence globale à Sudatel, avait publié un démenti peu convaincant. Dans les milieux bien informés, on expliquait d'ailleurs que le véritable motif ayant présidé au limogeage du Directeur général de l'ARTP était son opposition à la taxation des appels entrant, l'affaire des primes n'ayant été qu'un prétexte pour se débarrasser de lui. Toujours est-il qu'une fois l'orage passé et un nouveau Directeur général de l'ARTP nommé, les parrains de l'opération se sont remis au travail, introduisant d'une part le projet de décret dans les circuits administratifs et signant d'autre part un accord de gré à gré avec la société Global Voice Group (GVG) pour le contrôle du volume du trafic international entrant. Cet accord léonin d'une durée de cinq ans prévoit d'attribuer à GVG 49% des recettes découlant de cette nouvelle taxe dont le montant annuel est estimé à 60 milliards de FCFA, en échange de la mise à disposition de l'Etat d'un équipement d'un coût de 10 milliards de FCFA. A n'en pas douter, il s'agit d'un excellent deal pour GVG et pour ceux qui lui ont offert ce marché de gré à gré sur un plateau d'argent, puisque le montant des gains accumulés au bout de deux mois d'activité sera équivalent au montant de l'investissement de base. Qui dit mieux ? En dehors des protestations de l'Intersyndicale des travailleurs de la Sonatel, de l'opposition de la Sonatel, des dénonciations de l'opinion publique et des réserves de la grande majorité des experts du secteur, les choses sont encore un peu plus compliquées puisque les ministres en charge des télécommunications au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont exprimé leur intention de requérir l'avis technique de l'Union internationale des télécommunications (UIT) à propos de cette taxe et demandé qu'elle ne s'applique pas aux autres états membres par solidarité. Ces développements montrent bien que le discours des autorités sénégalaises tentant de faire accroire que l'instauration de cette taxe, à laquelle la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont renoncé après l'avoir instaurée, sera sans effet sur le coût des communications téléphoniques, pour les consommateurs comme pour les opérateurs de télécommunications, est bien peu crédible. De plus, comment ignorer le fait que l'augmentation du prix des télécommunications qui en découlera incitera les fraudeurs à redoubler d'ingéniosité pour contourner le système mis en place d'autant plus que leurs gains seront encore plus élevés que par le passé ? Enfin quid de la baisse du volume du trafic téléphonique entrant qui risque de survenir du fait du surenchérissement de la destination Sénégal et qui entraînera de facto une baisse des recettes fiscales ? Comme on le voit, l'instauration de cette taxe et la venue de GVG au Sénégal soulèvent plus de problèmes qu'elles n'apportent de solutions et tout le monde en est semble-t-il conscient sauf l'Etat qui continue à présenter l'opération comme une bonne affaire. Il est donc légitime de se poser la question de savoir à qui profite le crime.

Olivier Sagna
Secrétaire général

Actualités

* Le titre Sonatel toujours à la baisse à la BRVM

A la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan (Côte d'Ivoire), le titre Sonatel, qui avait atteint la cote de 135.000 FCFA le 30 juin 2010 a clôturé en baisse à la cote de 134.000 FCFA le 30 juillet 2010.

BRVM : <http://www.brvm.org/>

* AXA-Sénégal remet un lot de 30.000 ordinateurs au projet Usaid /Education de base

Le 30 juillet 2010, la société AXA-Sénégal a remis au projet Usaid /Education de base un lot de 30.000 ordinateurs destinés aux collèges et « daaras » du Sénégal. Le programme Education de Base, d'une durée de cinq ans (2008-2013) et d'un montant de 40 millions de dollars américains, met l'accent sur l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'enseignement moyen.

* Sortie de la promotion 2007-2009 du Master TDSI

Le 30 juillet 2010, les étudiants de la promotion 2007-2009 du Master « Transmission des données et sécurité de l'information » de la Faculté des sciences et techniques (FST) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) ont organisé une cérémonie à l'occasion de la graduation de leur promotion. Présidée par le Recteur de l'UCAD, le Professeur Abdou Salam Sall, la cérémonie s'est notamment déroulée en présence de Mouhamed Tidiane Seck, directeur générale de l'Agence de l'informatique de l'Etat (ADIE) et de Ndèye Maïmouna Diop-Diagne, Directrice des technologies de l'information et de la communication au ministère des Technologies de l'information et de la communication. A cette occasion les étudiants du master TDSI ont présenté diverses applications (commerce électronique, transfert de fonds, infrastructure de clé publique, gestion décentralisée de la comptabilité, suivi de la grossesse, etc.) faisant appel aux différentes technologies utilisées en matière de sécurité informatique.

* Forum national sur la gouvernance de l'Internet

Le Forum national sur la gouvernance de l'Internet s'est tenu le 29 juillet 2010 à Dakar. Il a rassemblé de nombreux acteurs de l'Internet au Sénégal issus du secteur public, du secteur privé, de la société civile, du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche et des médias. De nombreuses questions ont été abordées telles l'accès et la diversité, l'éducation et la recherche, la sécurité, les systèmes ouverts et la protection de la vie privée, le « cloud computing », la gouvernance de l'Internet pour le développement, la gestion des ressources critiques (IPv6, noms de domaines, etc.) ainsi que les dimensions économiques et sociales de l'Internet au Sénégal. Les conclusions de ces échanges, qui se poursuivent en ligne, seront partagées lors de la conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest du Forum de la gouvernance de l'Internet (WAIGF), organisée par ISOC Sénégal en collaboration avec FOSSFA et APC, qui se tiendra du 25 au 28 août 2010 à Dakar (Sénégal).

FNGI : <http://forum.isoc.sn/>

* Conférence de presse de la Sonatel sur la venue de Global Voice Group

Le 29 juillet 2010, la Sonatel, par la voix de Seydi Ahmed Sy Sarr, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques, a organisé une conférence de presse afin d'expliquer sa position par rapport à la mise en œuvre du décret n°2010-632 du 28 mai 2010 instituant un système de contrôle et de tarification des communications téléphoniques internationales entrant en République du Sénégal. Compte tenu des conséquences pouvant découler de l'application de ce texte la Sonatel a demandé l'ouverture de négociations et laissé entendre qu'elle pourrait attaquer le décret devant la Cour suprême. La Sonatel estime notamment que le décret viole le

Règlement des télécommunications internationales en son article 1 alinéa 1.5 qui stipule que les taxes de répartitions sont décidées d'accord partie avec les autres opérateurs. Elle a d'ailleurs indiqué que le contrôle des appels internationaux entrants par Global Voice Group allait entraîner l'augmentation des tarifs de téléphone vers l'étranger en vertu du principe de réciprocité qui sera appliqué par les autres opérateurs. Enfin, la Sonatel s'est défendue de frauder en dissimulant le volume réel du trafic international entrant à l'ARTP et a annoncé sa volonté de déposer une plainte contre Sérigne Ben Niang, Vice-président de Global Voice Group, pour les accusations qu'il a portées, à travers la presse, contre la Sonatel.

Sonatel : <http://www.sonatel.com/>

* Conférence de presse de l'ARTP sur la venue de Global Voice Group

Ndongo Diao, Directeur général de l'Agence de régulations des télécommunications (ARTP) a donné une conférence de presse le 29 juillet 2010 afin de justifier la signature du contrat avec la société Global Voice Group. Parmi les arguments avancés figurent la volonté de connaître le volume exact du trafic téléphonique entrant au Sénégal qui serait de l'ordre de 1000 à 150 millions de minutes en lieu et place des 85 millions de minutes officiellement déclarés, de démanteler les lignes internationales frauduleuses (routes grises) et d'augmenter les recettes fiscales que l'Etat tire du trafic international entrant en faisant passer le tarif plancher de la terminaison d'appel de 0,14 euros à 0,215 euros. Selon le Directeur de l'ARTP, la mise en vigueur de ce système de contrôle par Global Voice Group à partir du 1^{er} août 2010 n'aura aucune incidence sur le prix des communications internationales en direction du Sénégal ni sur le chiffre d'affaires des opérateurs de télécommunications opérant au Sénégal. En cas de refus de coopérer de la Sonatel, l'ARTP a indiqué qu'elle procéderait à une estimation de sommes dues sur la base des données fournies par Global Voice Group.

ARTP : <http://www.artp.sn/>

* Réunion des ministres de l'UEMOA en charge des télécommunications et des TIC

Une réunion de concertation des ministres en charge des télécommunications et des Technologies de l'information et de la communication (TIC) des états membres de l'Union économique et monétaire ouest- africaine (UEMOA) portant sur l'adoption du principe d'un marché commun des télécommunications « ouvert et concurrentiel » pour l'horizon 2012, s'est déroulée du 28 au 30 juillet 2010 à Bamako (Mali). Elle a notamment appelé les états membres en retard à transposer les directives communautaires dans leurs législations nationales avant le 31 décembre 2010. Actuellement, seuls le Burkina Faso et la Guinée Bissau sont à jour de cette transposition. Par ailleurs, les ministres en charge des télécommunications et des TIC ont invité l'UEMOA à aider ses états membres afin que leurs services de radiodiffusion sonore et télévisuelle puisse migrer au numérique à l'horizon 2015.

UEMOA : <http://www.uemoa.int/>

* Le CIRDI se déclare compétent à se saisir de la requête de Millicom contre l'Etat sénégalais

Le 23 juillet 2010, le Centre international de règlement des différends liés à l'investissement (CIRDI) a rendu son premier verdict à Paris (France). Il s'est notamment déclaré compétent pour se saisir du dossier découlant de la requête déposée par le groupe Sentel-Millicom dans le cadre du contentieux qui l'oppose à l'Etat du Sénégal concernant sa licence de téléphonie mobile. Enregistrée le 31 décembre 2008, la plainte de Millicom International Cellular (MIC) a donné lieu à la constitution d'un tribunal composé de trois membres qui a tenu sa première session le 7 septembre 2009 à Paris. Depuis cette date, toute une série d'actes de procédures ont été posés mais le dossier n'a pas encore fait l'objet d'un examen sur le fond du dossier.

CIRDI : <http://icsid.worldbank.org/ICSID/Index.jsp>

* Une vingtaine d'étudiants initiés aux applications mobiles

Du 22 au 26 juillet 2010, un camp d'initiation portant sur le thème « Applications mobiles à l'autonomisation des femmes et des filles africaines » a été organisé à l'intention d'une vingtaine de filles des établissements d'enseignement supérieur du Sénégal. Cette formation, sponsorisée par Google et organisée au Centre de Recherche Ouest Africain (WARC), vise à encourager l'utilisation des applications mobiles pour l'autonomisation des femmes et des filles en les initiant au développement d'applications client-serveur destinées à la téléphonie mobile utilisant Java ME ainsi que des applications basées sur l'utilisation des SMS.

Mobile Senegal : <http://mobilesenegal.com/>

* Marche de protestation des travailleurs de la Sonatel contre l'arrivée du Global Voice Group

Le 22 juillet 2010, l'intersyndicale des travailleurs de la Sonatel a organisé une marche de protestation, entre le monument de l'Indépendance et le siège de la RTS, contre l'ARTP et l'arrivée de Global Voice Group. A cette occasion, Mamadou Aidara Diop, a appelé « au sens de la responsabilité du Président de la République pour engager une concertation sur la question de l'introduction du Groupe Global voice ». Cette marche de l'Intersyndicale des travailleurs de la Sonatel a vu la participation de responsables de la coalition Benno Siggil Sénégal (BSS), de la Ligue de consommateurs et d'Uni-Africa télécom, avec treize délégations venues d'Afrique.

Politique

* Le Sénat a auditionné Thierno Ousmane Sy et Karim Wade sur les licences de téléphonie

Après avoir étendu sa mission à l'attribution de la 3^{ème} licence suite à un arrêté du bureau du Sénat en date du 24 juin 2010, la commission ad hoc chargée d'examiner les conditions d'attribution de la deuxième licence de téléphonie mobile à SENTEL créée le 15 avril 2010 a entendu Thierno Ousmane Sy, Conseiller spécial du Président de la République pour les NTIC le 19 juillet 2010 et Karim Wade, ancien Conseiller financier du Président de la République et actuellement Ministre d'Etat le 26 juillet 2010 au sujet de la vente de la 2^{ème} (Sentel) et de la 3^{ème} (Sudatel) licences de téléphonie mobile. Suite à ces auditions, les sénateurs se sont déclarés totalement satisfaits par les informations qui leur ont été fournies par les personnes susnommées. Pour mémoire, sur les cent membres que compte actuellement le Sénat, 65 ont été désignés de manière discrétionnaire par Abdoulaye Wade, Président de la République et Secrétaire général du Parti démocratique sénégalais (PDS) et parmi les 35 sénateurs élus 34 appartiennent au PDS et un à AJ-PADS tendance Decroix, parti allié au PDS.

* Fixation d'un seuil minimal pour les communications téléphoniques entrant au Sénégal

Le décret n° 2010-632 du 28 mai 2010 instituant un système de contrôle et de tarification des communications téléphoniques internationales entrant en république du Sénégal fixe le seuil minimal du tarif des communications téléphonique internationales entrantes à destination du Sénégal à 0,215 euro soit 141,03 francs Cfa par minute pour la terminaison vers les réseaux fixes et mobiles. La tarification qui s'applique à tous les appels arrivant au Sénégal depuis l'étranger directement, en roaming ou en transit, est de 0,10 euros (6.59 F Cfa) sur le réseau fixe et 0,14 euro (91.83 F Cfa) sur le réseau mobile pour les opérateurs.

Infrastructures et services

* Le service Gmail Sms Chat de Google désormais disponible au Sénégal

Le 26 juillet 2010, Google a lancé son service Gmail Sms Chat au Sénégal qui permet aux utilisateurs sénégalais de la messagerie Gmail d'envoyer et recevoir gratuitement SMS vers des téléphones portables mais également de chatter avec leurs contacts. Pour ce faire, il suffit de

taper le numéro de votre correspondant dans la boîte « Envoyer un SMS » puis d'écrire le message et de cliquer sur « Envoyer ». Google Sms Chat fonctionne dans les deux sens et il est également possible d'envoyer des messages sur Gmail à partir d'un téléphone portable. Ce nouveau service est uniquement disponible avec Orange et Tigo, Espresso ayant refusé d'ouvrir son réseau à Gmail Sms Chat. Actuellement ce service n'est disponible que dans trois pays dans le monde dont le Ghana et le Sénégal.

Google Africa : <http://google-africa.blogspot.com/>

Projets

* Projet de loi pour lutter contre la délocalisation des centres d'appels français

Laurent Wauquiez, Secrétaire d'Etat à l'Emploi, devrait présenter devant l'Assemblée nationale française, en septembre 2010, un projet de loi visant à lutter contre la délocalisation des centres d'appels vers les pays où la main d'œuvre est moins chère. Les quatre mesures-phares de ce projet de loi viseraient notamment à procéder à une surtaxe des appels venant des centres d'appels implantés à l'étranger, accorder une aide financière aux entreprises créant des centres d'appels en France, obliger les entreprises publiques à recourir à des centres d'appels basés en France et obliger les centres d'appels à préciser à partir de quelle localisation géographique ils répondent à leurs clients. En septembre 2004, Nicolas Sarkozy, alors Ministre de l'économie et des finances, avait proposé un arrêté qui prévoyait que « Tout fournisseur de biens ou de services qui utilise les services d'un centre d'appels est tenu d'informer ses correspondants de la localisation géographique de ce centre d'appels ». Contesté par la profession, l'arrêté en question n'avait pas été signé par le Premier ministre et n'avait donc pu entrer en vigueur. En 2008, le secteur des centres d'appels employait près de 5000 personnes au Sénégal même si depuis ces chiffres semblent avoir notablement diminué.

* Vers la création d'une unité de recyclage des déchets informatiques et électroniques

Lors de l'atelier régional sur la gestion et valorisation des équipements électroniques et informatiques en Afrique de l'Ouest qui s'est tenu le 13 juillet 2010 à Dakar (Sénégal), Cheikh Gassama, de la cellule Seneclic de la présidence de la République, a annoncé que l'Etat envisageait la création d'une unité de recyclage des déchets informatiques et électroniques. Ce projet dont la réalisation coûterait de l'ordre de 460 millions de FCFA permettrait de traiter les 20.000 tonnes de déchets générés par les équipements électroniques et informatiques de seconde main qui entrent chaque année au Sénégal.

Seneclic : <http://www.seneclic.com/>

* Orange envisagerait un rapprochement avec Millicom International Cellular

Selon une information publiée par l'hebdomadaire Jeune Afrique, le groupe Orange étudierait un rapprochement avec le groupe Millicom International Cellular (MIC) présent notamment au Ghana, à l'île Maurice, en République Démocratique du Congo (RDC), au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et au Tchad. Si un tel rapprochement devait se matérialiser, il ne serait pas sans conséquence sur le niveau de la concurrence, déjà peu élevé, sur le marché de la téléphonie mobile au Sénégal où seuls trois opérateurs, Sonatel (Orange), Sentel (Tigo) et Sudatel (Espresso) sont présents.

Rendez-vous

* 3^{ème} Conférence des ministres africains en charge des TIC (3-7 août 2010, Abuja, Nigeria)

La Commission de l'Union africaine (CUA) organisera la 3^{ème} Conférence des ministres africains en charge des TIC du 3 au 7 août 2010 à Abuja (Nigeria). Cette réunion sera organisée en deux sessions avec tout d'abord la réunion des experts des états membres, des communautés

économiques régionales, des organisations régionales et spécialisées et des agences et institutions continentales du 3 au 5 août 2010 puis réunion ministérielle les 6 et 7 août 2010. L'objectif principal de la conférence est d'adopter des orientations stratégiques ainsi que des programmes et des projets de portée régionale et continentale pour le développement du secteur des TIC en Afrique.

Union africaine : <http://www.africa-union.org/>

* Atelier pour la promotion de la connectivité rurale (9-13 août 2010, Ghana)

L'initiative africaine du Commonwealth pour la connectivité rurale, lancée par la Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO), visant à améliorer l'accès des communautés rurales africaines organisera un atelier du 9 au 13 août 2010 au Ghana. L'objectif de cette rencontre est de réunir des acteurs des secteurs public et privée en vue de promouvoir la connectivité rurale.

CTO : <http://cto.int/>

* 2^{ème} Sommet TIC Afrique (10-12 août 2010, Cape Town, Afrique du Sud)

Organisé par le NEPAD du 10 au 12 août 2010 à Cape Town (Afrique du Sud), le 2^{ème} Sommet TIC Afrique vise à promouvoir et à soutenir les opportunités d'affaires dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'encourager la croissance et le développement dans les pays africains.

Sommet TIC Afrique : <http://www.ictafricasummit.co.za/>

NEPAD : <http://www.nepad.org/>

* Conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest du FGI (25-28 août 2010, Dakar, Sénégal)

La conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest du Forum de la gouvernance de l'Internet (WAIGF), réunissant les pays membres de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se tiendra du 25 au 28 août 2010 à Dakar (Sénégal).

Envoyez-nous vos informations : osiris@osiris.sn

Dossiers spéciaux, abonnement et archives : <http://www.osiris.sn/>



Cette création est mise à disposition sous un contrat Creative Commons (Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 2.0) Osiris, juillet 2010.
